

Pour nos salaires, l'emploi public et la défense des missions

Télécharger le communiquéLes organisations de fonctionnaires (CGT- FO - FSU - UNSA - SOLIDAIRES) exigent l'ouverture immédiate de véritables négociations portant sur :

Le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 ;

L'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8 % ;

Le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 (+ de 6 %) ;

Une refonte globale de la grille indiciaire.

Elles constatent également une dégradation alarmante des conditions de travail, la multiplication des attaques contre le service public, des réductions massives d'emplois et de recrutements publics et l'aggravation de la précarité.

Le ministre de la Fonction Publique vient d'annoncer de façon unilatérale des mesures qui constituent une avancée minimale. Même si elles sont à mettre au crédit des actions unitaires et des luttes dans les différents secteurs, elles laissent entier l'essentiel du contentieux, d'autant plus que le ministre lui-même les présente comme un échange emplois contre salaires.

Or, les services publics sont essentiels pour la population et l'aménagement du territoire. Leurs agents ont droit, comme tous les salariés, à une juste rémunération de leur travail et aux moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Combattant les logiques « travailler plus et gagner moins » et

« moins de fonctionnaires mais mieux payés », les organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à participer massivement à la journée d'actions du 8 février 2007 en particulier par la grève et les manifestations.

Pour l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'ensemble du contentieux salarial, la refonte de la grille et le niveau des pensions.

Pour une politique d'emploi public statutaire qui corresponde aux besoins.

Pour la défense des services publics et de la fonction publique.

Pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de tous les personnels.

En cas d'absence de réponse positive, elles envisageront ensemble, après cette journée, les suites à donner à la mobilisation.

Paris, le 17 janvier 2007